

Article

Déficit tragique d'incarnation des transcendants en RDC : entre hyperbole et absence de praxis

Muhindo Mughanda¹, Katembo Mateso Edgar^{2,*}

¹ Domaine des Sciences Juridiques, Politiques et Administratives, Université Officielle de Ruwenzori, B.P. 560, Butembo, République Démocratique du Congo

² Domaine des Sciences de l'Homme et de la Société, Université de l'Assomption au Congo, B.P. 104, Butembo, République Démocratique du Congo

* Correspondant : edgarmateso@uaconline.edu.cd

Citation: Mughanda, M & Mateso, K.E., Déficit tragique d'incarnation des transcendants en RDC. Entre et absence de praxis. *Etincelle*. 2026, Vol. 26, no. 2. <https://doi.org/10.61532/rime262125>

Reçu: 02 juillet 2026

Accepté: 12 juillet 2026

Publié: 16 juillet 2026

Note de l'éditeur: Ishango-uac reste neutre en ce qui concerne les revendications juridictionnelles dans les cartes géographiques publiées et les affiliations institutionnelles des auteurs.



Copyright: © 2026 par les auteurs. Soumis pour une publication en libre accès selon les termes et conditions de la licence Creative Commons Attribution (CC BY) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>).

Abstract: Cet article examine le paradoxe structurel de la République Démocratique du Congo (RDC), caractérisé par une omniprésence discursive des catégories métaphysiques et transcendantales du Vrai, du Bien, du Beau et de l'Un au sein de l'espace public, contrastant radicalement avec un déficit chronique de leur incarnation dans la réalité sociopolitique et économique. En nous appuyant sur l'Analyse Critique du Discours (ACD) et sur une approche pluridisciplinaire croisant philosophie africaine, sociologie politique et anthropologie, nous analysons un corpus composé de discours officiels (investitures des présidents, sur l'état de la Nation, cérémonies officielles, ...), de sermons religieux et de productions artistiques (rumba, sapologie) collectés sur les quinze dernières années. Les résultats démontrent que ce décalage ne relève pas d'une simple hypocrisie morale, mais constitue une configuration systémique fonctionnelle. Par le haut, les élites politiques instrumentalisent ces concepts universels comme une technologie de contrôle, d'unanimité et de légitimation symbolique afin de masquer des dynamiques prédatrices. Par le bas, la population s'approprie ces catégories à travers une « idéologie de la compensation » et une esthétisation de la souffrance pour survivre psychologiquement au naufrage institutionnel. L'article conclut sur la nécessité d'une rupture épistémologique et éthique visant à désenclaver ces idéaux du ciel métaphysique pour les ancrer dans une praxis pragmatique, basée sur la transparence, la justice distributive et la responsabilité citoyenne.

Mot clés: Transcendants, déficit tragique, incarnation, Praxis politique, Idéologie de la compensation, Sociologie du dédoublement, Anthropologie de la survie, Postcolonie.

1. Introduction

Le paradoxe qui caractérise la République Démocratique du Congo (RDC) réside dans une tension dialectique permanente entre la sacralisation verbale des valeurs fondamentales et leur négation systématique dans l'ordre de l'action collective. Le Vrai, le Bien, le Beau et l'Un – quatre catégories que la tradition philosophique occidentale et l'ontologie bantoue considèrent comme les attributs convertibles de l'Être – s'érigent en

RDC comme des référentiels discursifs omniprésents. Ils s'incarnent dans la devise nationale (Justice, Paix, Travail), s'épanouissent dans l'hymne national (Debout Congolais), etaturent l'espace public à travers les discours politiques, la production musicale (la rumba) et la ferveur religieuse.

Pourtant, cette ferveur textuelle et orale cohabite avec une réalité empirique radicalement antithétique. La vérité y est constamment altérée par les logiques de désinformation et les crises de légitimité électorale. Le bien commun est sacrifié sur l'autel de la corruption endémique et de la prédation des ressources. Le beau s'efface derrière l'esthétisation de la précarité ou les traumatismes de la guerre à l'Est. L'unité nationale, enfin, est sans cesse fragilisée par le tribalisme politique et les velléités de balkanisation.

Dès lors, ce décalage ne peut être réduit à une simple contradiction morale ou à une hypocrisie passagère des élites. Il s'analyse comme une véritable configuration structurelle et systémique. La question centrale n'est pas seulement de constater le fossé entre le dire et le faire, mais de comprendre la fonction politique, sociologique et psychologique que remplit cette surproduction conceptuelle. Pourquoi la société congolaise éprouve-t-elle le besoin viscéral de proclamer ce qu'elle refuse, ou échoue, à matérialiser ?

Pour saisir l'origine de cette fracture épistémologique, il convient d'interroger la genèse de l'État en RDC. L'État indépendant du Congo (EIC) de Léopold II, puis le Congo belge, se sont construits sur un double discours fondateur. Le projet colonial s'est auto-justifié au nom du "Vrai" de la science, du "Bien" de la mission civilisationnelle et chrétienne, et du "Beau" de l'ordre face à la "sauvagerie" supposée. Derrière cette façade humaniste se cachait pourtant une entreprise d'extraction violente, de travail forcé et de déstructuration des sociétés locales. Le discours des valeurs y a été, dès l'origine, un instrument de domination et de travestissement du réel.

Lors de l'accession à l'indépendance en 1960, puis sous le régime du mobutisme avec l'idéologie de l'Authenticité, cette ingénierie discursive a été réappropriée par les nouvelles élites. Le recours aux concepts de l'Unité ("Mpinga moko, Moto moko" – un seul chef, un seul peuple) et du Grand Congo (le mythe du pays-géant) a servi à masquer la faillite progressive de l'État-providence et l'avènement d'une dictature prédatrice. L'hyperbole verbale est devenue le principal outil de légitimité d'un régime qui, dans les faits, institutionnalisait la laideur de la violence politique et le mensonge d'État. Le Congo contemporain a hérité de cette matrice où le langage n'a plus pour fonction de décrire ou de transformer le réel, mais de le conjurer ou de le dissimuler.

Sur le plan sociologique, ce clivage s'est accentué avec l'effondrement des structures socio-économiques à partir des années 1990. Face à la faillite de l'école, des hôpitaux et de l'emploi, la population congolaise a massivement investi l'espace du sacré. La prolifération des Églises de réveil a déplacé la quête du Bien, du Vrai, du Beau et de l'Un du champ de l'action politique vers le champ de l'eschatologie et du miracle. Le "Bien" n'est plus une exigence de justice sociale distributive, mais une bénédiction divine individuelle. Le "Vrai" n'est plus le produit d'un débat démocratique ou d'une rigueur scientifique, mais une révélation prophétique.

Cette externalisation des valeurs produit une "idéologie de la compensation". Plus la réalité quotidienne devient violente, précaire et fragmentée, plus le discours social se réfugie dans la sublimation de l'idéal. La musique populaire joue un rôle similaire : elle chante la beauté et l'élégance vestimentaire (la Sapologie) au milieu des immondices et de la misère urbaine, transformant le Beau en un mécanisme d'anesthésie collective.

En conséquence, le problème de recherche se formalise autour des tensions suivantes :

Idéaux transcendantsaux proclamés	Référentiel	Réalité structurelle empirique
L'Un	Discours d'Unité Nationale	Fragmentation, tribalisme, conflits à l'Est
Le Vrai	Légitimité, Vérité des urnes	Désinformation, crises électorales chroniques
Le Bien	Patriotisme, Valeurs morales, Foi	Corruption, prédation, injustice sociale
Le Beau	Congo beau pays, Rumba	Précarité, dégradation environnementale

L'enjeu de cette problématique est donc d'élucider la mécanique de cette dissociation : s'agit-il d'un déni collectif pour survivre à l'absurdité du quotidien, ou d'une stratégie délibérée de manipulation symbolique orchestrée par la classe dirigeante pour pérenniser l'ordre établi ? Il s'agit d'analyser comment l'évacuation de la praxis (le passage de la parole à l'acte) maintient la RDC dans un état de sous-développement chronique, où le patriotisme et les valeurs morales les plus nobles ne servent qu'à décorer le naufrage des institutions.

2. Cadre théorique

2.1. Appui conceptuel

2.1.1 Les transcendantsaux

La notion des transcendantsaux est l'une des grandes constructions de la philosophie médiévale. Si Aristote de l'Antiquité en avait déjà esquissé les fondements en montrant que l'être peut être considéré sous différents aspects, ce sont les penseurs du Moyen-Âge, notamment Avicenne, puis Albert le Grand et surtout Thomas d'Aquin, qui lui ont donné sa formulation classique. Pour Thomas d'Aquin, les transcendantsaux ne sont pas des catégories particulières de l'Être ; ils expriment au contraire ce qui accompagne l'Être. C'est pourquoi la tradition les résume par la formule latine *Ens, Unum, Verum, Bonum* : l'Être, l'Un, le Vrai et le Bien. Tout ce qui existe est d'abord un être (*ens*) ; en existant, il possède une unité (*unum*), il est intelligible, donc susceptible d'être connu (*verum*), et il porte en lui une valeur qui le rend désirable (*bonum*) (Thomas d'Aquin, 2025).

Cette doctrine peut être comprise comme une tentative de décrire les propriétés universelles de l'Être avant même d'en étudier les lois particulières. La science analyse les phénomènes, les mesure et les explique ; la philosophie, quant à elle, s'interroge sur les conditions qui rendent ces phénomènes connaissables et pensables. Ainsi, parler du Vrai ne revient pas seulement à vérifier une hypothèse expérimentale, mais aussi à reconnaître que le réel possède une intelligibilité qui autorise toute recherche scientifique. De même, évoquer le Bien ne signifie pas quitter le terrain de la raison pour celui de la morale ; c'est rappeler que tout être tend vers son accomplissement propre, idée qui inspire encore aujourd'hui les réflexions sur la finalité, la vie et même l'éthique des sciences ou l'action politique.

L'évolution de cette pensée suit une logique interne remarquable. Elle commence par les modalités premières de l'Être : la substance chez Aristote, qui désigne ce qui existe par soi, puis l'*esse* chez Thomas d'Aquin, c'est-à-dire l'acte même d'exister, considéré comme la perfection fondamentale de toute réalité (Aristote, 1991 ; Thomas d'Aquin, 1948). Elle se poursuit avec les déterminations qui caractérisent les êtres particuliers : les accidents aristotéliens — quantité, qualité, relation et autres — ainsi que l'essence (*essentia*), qui définit ce qu'une chose est.

Enfin, cette réflexion ouvre une tension féconde entre la réalité telle qu'elle existe ou telle qu'elle est vécue et les concepts par lesquels l'intelligence humaine la saisit. C'est précisément dans cet espace de dialogue entre le réel et la pensée que la philosophie rejoint la démarche scientifique : non pour concurrencer l'expérimentation, mais pour éclairer les conditions de possibilité de toute connaissance.

À cet effet, les transcendants – l'Un, le Vrai, le Bien et le Beau – ne sont pas de simples concepts abstraits hérités de la philosophie médiévale ; ils constituent des critères fondamentaux permettant d'évaluer la qualité d'une vie humaine et collective (Marc Goldschmit, 2016). Appliqués à la sphère politique, ils rappellent qu'un État ne se réduit ni à son territoire ni à ses institutions, mais qu'il repose sur une unité qui rassemble, une vérité qui fonde la confiance, un bien qui oriente l'action publique et une beauté qui se manifeste dans l'harmonie des rapports sociaux et des œuvres communes. Lorsqu'ils sont fragilisés, le pouvoir perd sa finalité et la politique cesse d'être un service rendu à la communauté pour devenir un instrument de domination ou d'intérêts particuliers. Comme le suggère Thomas d'Aquin (2025), le bien est inséparable de l'être ; ainsi, une société qui s'éloigne du bien commun finit également par s'éloigner de sa propre vérité.

À la lumière de cette grille de lecture, la réalité politique de la République démocratique du Congo révèle : (1) L'unité nationale est constamment éprouvée par les conflits armés, les divisions identitaires et les ingérences extérieures ; (2) la vérité est souvent obscurcie par la désinformation, les discours contradictoires et l'impunité ; (3) le bien commun cède fréquemment la place aux intérêts particuliers, à la corruption et à la captation des ressources publiques ; enfin, (4) le beau, entendu comme l'expression d'un ordre juste, d'une cité harmonieuse et d'une dignité collective, s'efface devant les destructions, les déplacements des populations et la banalisation de la violence (Godefroid Nzila Yav, 2023). Bref, il s'observe un profond déficit tragique des transcendants.

2.1.2 Le déficit tragique des transcendants

Le déficit tragique des transcendants renvoie à la perte progressive, sinon à l'absence d'unité entre les transcendants. Dans la tradition métaphysique, ces transcendants expriment les qualités universelles qui donnent à toute réalité sa cohérence et sa plénitude. Lorsqu'ils se désagrègent, le monde perd son équilibre : l'unité laisse place à la fragmentation, la vérité est supplantée par l'intérêt ou la manipulation, le bien commun s'efface devant les ambitions particulières, tandis que le beau, entendu comme l'expression de l'harmonie et de la dignité humaine, disparaît sous les effets du désordre. Appliquée à l'histoire politique de la République démocratique du Congo depuis son indépendance en 1960, cette lecture permet de comprendre comment les promesses d'émancipation nationale ont progressivement cédé la place à une crise profonde du sens, de la gouvernance et du vivre-ensemble. Comme qui dirait l'Être de la nation n'a toujours pas décollé.

2.2. Appui théorique

Pour comprendre la rupture entre la prolifération des concepts transcendants (le Vrai, le Bien, le Beau, l'Un) et leur déficit d'incarnation en République Démocratique du Congo, il est nécessaire de croiser trois grands champs théoriques : la philosophie critique africaine, la sociologie politique de l'État postcolonial et l'anthropologie de la compensation symbolique.

La question du décalage entre le discours idéologique et la réalité concrète est au cœur des débats qui ont structuré la philosophie africaine contemporaine dès les années 1970. Dans sa critique de l'ethnophilosophie, le philosophe béninois Paulin Hountondji dénonce la tendance à postuler une "philosophie africaine" collective, immuable

et inconsciente, souvent résumée à un ensemble de valeurs morales et métaphysiques harmonieuses (la solidarité, le sens du sacré, l'unité organique). Pour Hountondji, cette vision essentialiste mystifie la réalité. Elle enferme la pensée africaine dans un bavardage stérile sur les valeurs passées au lieu de l'engager dans une démarche critique et praxéologique capable de transformer les conditions matérielles d'existence. En RDC, l'invocation permanente du Vrai, du Bien, du Beau et de l'Un s'apparente à cet écueil ethnophilosophique : on célèbre des essences intemporelles pour s'dispenser de construire une rationalité scientifique et politique concrète.

Dans la même perspective, le Camerounais Marcien Towa soutient que l'Afrique ne pourra s'affirmer qu'en rompant avec la célébration narcissique de sa spécificité culturelle ou spirituelle. Pour lui, la survalorisation du discours moral ou esthétique est le signe d'une impuissance historique. La véritable libération exige l'appropriation de la rationalité instrumentale, scientifique et technologique. L'inflation verbale autour des transcendants en RDC illustre précisément ce que Towa combat : une fuite vers le haut (le métaphysique) pour éviter d'affronter le bas (la technique, les institutions, l'économie).

Enfin, l'apport de Valentin-Yves Mudimbe (lui-même penseur congolais) dans *L'Invention de l'Afrique* (1988) est fondamentale. Mudimbe démontre que le discours sur l'Afrique est prisonnier d'une "bibliothèque coloniale", un système de représentations construit par l'Occident. L'élite congolaise postcoloniale a intériorisé ces concepts occidentaux (la Vérité baconienne, le Bien chrétien, le Beau académique, l'Unité jacobine de l'État-Nation). Elle les utilise comme un langage d'emprunt pour parler d'une réalité qu'elle ne maîtrise pas, créant un dédoublement permanent entre la grammaire conceptuelle utilisée et la rationalité vécue sur le terrain.

Sur le plan sociopolitique, l'écart entre la proclamation des valeurs et l'action publique s'explique par la nature de l'État en RDC. Les travaux de Diouf (1990) sur La politique du ventre mettent en lumière la manière dont les trajectoires étatiques en Afrique noire reposent sur des logiques de siphonnage des ressources publiques au profit de réseaux clientélistes. Dans ce contexte, les concepts moraux (le Bien commun, l'Unité nationale) ne fonctionnent pas comme des principes directeurs de l'action, mais comme des stratégies de légitimation symbolique. Invoquer le "Bien" ou l'intérêt supérieur de la nation est le moyen par excellence utilisé par les élites prédatrices pour dissimuler la privatisation de l'État et capter la rente.

De son côté, le politologue Achille Mbembe, dans *On the Postcolony* (2000), théorise le "potentat" et la "banalité du pouvoir". Il montre comment le pouvoir postcolonial affectionne le grotesque, le faste et la grandiloquence verbale. La mise en scène du pouvoir (les chants à la gloire du chef sous Mobutu, les grands discours sur la souveraineté ou la cohésion nationale aujourd'hui) vise à saturer l'imaginaire des sujets. L'omniprésence du "Beau" (la fête esthétisée) et de "l'Un" (l'unanimité politique) sert à fabriquer une obéissance par l'émerveillement ou la distraction, neutralisant ainsi toute velléité de contestation basée sur le "Vrai" (l'analyse critique des faits).

Pourquoi la population elle-même participe-t-elle à cette inflation discursive au lieu de la rejeter ? Les recherches anthropologiques sur la RDC fournissent des clés d'explication. Le sociologue congolais Gauthier de Villers a largement décrit la "culture de la débrouille" (le fameux Article 15) et l'effondrement des structures de l'État à partir des années 1990. Pour survivre psychologiquement et socialement à ce chaos, les citoyens développent ce que les chercheurs appellent un "imaginaire de la compensation".

Les travaux de l'anthropologue Filip De Boeck (2014) montrent que face à la déliquescence de la ville visible (manque d'infrastructures, laideur de la pauvreté, injustice), les Congolais investissent une "ville invisible", spirituelle et symbolique. C'est là que se déploie le triomphe des Églises de réveil. La théologie de la prospérité réinvente le "Bien" et le "Vrai" sous des formes miraculeuses. De même, la "Sapologie" (Société

des Ambianceurs et des Personnes Élégantes) analysée par plusieurs ethno-sociologues, fonctionne comme une inversion esthétique : on arbore des vêtements de luxe d'une beauté extrême dans des quartiers insalubres pour nier symboliquement la misère matérielle. Le Beau devient une armure psychologique, une manière de refuser la laideur du réel sans pour autant la transformer par une action politique structurée.

À la lumière de cette revue de la littérature, nous formulons trois hypothèses interconnectées pour répondre à notre problématique. L'inflation des concepts du Vrai, du Bien, du Beau et de l'Un n'est pas un dysfonctionnement du système, mais un outil fonctionnel de gouvernance symbolique (H1). Pour les élites politiques, le recours à ces catégories transcendantales permet de masquer la nature prédatrice de l'État. Proclamer l'Unité (l'Un) permet de délégitimer les revendications régionales ou l'opposition politique ; invoquer la justice de Dieu (le Bien) permet de dépolitiser la misère sociale en la transformant en une épreuve spirituelle. Par conséquent, moins l'État produit de résultats concrets, plus il surproduit des symboles et des discours moraux pour anesthésier la conscience citoyenne et maintenir le statu quo.

Le déficit d'incarnation résulte d'un divorce profond entre les concepts abstraits importés de la modernité occidentale (la "bibliothèque coloniale") et les logiques de survie et de solidarité communautaire endogènes (H2). Les institutions de la RDC fonctionnent sur un mode mimétique : elles adoptent la forme textuelle de l'État moderne (qui prétend incarner le Vrai de la loi, le Bien du service public, l'Un de la nation). Cependant, l'ontologie politique réelle reste régie par le néo-patrimonialisme, le tribalisme de survie et l'économie informelle. Ce ne sont pas les acteurs qui sont intrinsèquement immoraux, c'est la structure même de l'État importé qui produit ce dédoublement permanent : on parle le langage de l'Occident (les transcendants universels) pour obtenir une aide internationale ou une respectabilité de façade, mais on agit selon des codes locaux de captation de ressources.

L'adhésion populaire à cette surproduction discursive (notamment à travers la rumba, la sapologie et le fait religieux) répond à une économie psychologique de la survie, où le langage et l'esthétique se substituent à la praxis faute d'efficacité de cette dernière (H3). Face à l'impuissance historique à transformer matériellement leur environnement (faillite des révolutions, guerres cycliques, pauvreté systémique), les citoyens congolais opèrent un déplacement. Faute de pouvoir instaurer le Bien (la justice sociale) et le Vrai (la transparence politique) par l'action démocratique, ils se réfugient dans la célébration du Beau (la musique, l'élégance) et de l'Un (la communion religieuse). Le discours et l'art ne sont plus des moteurs d'émancipation politique (praxis), mais des espaces d'évasion cathartique et de consolation collective qui pérennisent, malgré eux, l'absence d'incarnation de ces idéaux dans le monde réel.

2. Cadre méthodologique

Pour analyser scientifiquement le fossé entre les discours sur les transcendants et leur effectivité en RDC, cette étude s'appuie sur un dispositif méthodologique phénoménologique en recherche qualitative et pluridisciplinaire. L'objectif est d'effectuer ce que Edmund Husserl appelle « la réduction éidétique » (le retour à la chose même) en croisant l'analyse rigoureuse des énoncés avec l'observation empirique des pratiques institutionnelles et sociales. Il s'agit de chercher à découvrir l'essence absolue des êtres et les structures transcendants de la conscience en les confrontant avec le vécu quotidien congolais. Notre démarche consiste à effectuer le passage du fait brut (ce qui est là, par hasard) à l'essence pure (ce qui doit être ainsi par nécessité logique).

La recherche utilise principalement l'Analyse Critique du Discours (ACD), inspirée des travaux de Norman Fairclough et de Michel Foucault. Cette approche ne se limite pas à étudier la structure linguistique des textes. Elle analyse le langage comme une forme de pratique sociale. L'ACD permet de comprendre comment l'omniprésence

des concepts du Vrai, du Bien, du Beau et de l'Un s'articule avec des relations de pouvoir, des rapports de domination et des stratégies de légitimation politique.

Cette méthode aide à déconstruire les "formules discursives" pour révéler leur fonction idéologique cachée. Nous analysons le discours sous trois dimensions : (1) La dimension textuelle : Repérer les occurrences, le vocabulaire (lexique religieux, métaphores de la grandeur) et la structure des arguments. (2) La dimension discursive : Analyser les conditions de production, de circulation et de réception de ces discours (qui parle ? à qui ? dans quel but ?). (3) La dimension sociale : Mettre en relation ces discours avec la réalité politique, économique et sécuritaire de la RDC.

Pour obtenir une vision globale de la société congolaise, nous avons constitué un corpus d'étude diversifié, échantillonné sur les quinze dernières années. Ce corpus est divisé en trois catégories distinctes représentant le "haut" (les élites), le "milieu" (les médiateurs culturels et religieux) et le "bas" (la culture populaire). Cette composante permet d'analyser comment l'État utilise les transcendants pour asseoir sa légitimité. (1) Les discours d'investiture et de commémoration : Analyse des discours présidentiels du 30 juin (Fête de l'Indépendance) et des messages à la Nation. (2) Les textes constitutionnels et symboles officiels : Analyse de la Constitution de 2006 (ses préambules et références aux valeurs de solidarité et d'unité), de l'hymne national (Debout Congolais) et de la devise officielle (Justice, Paix, Travail).

Le corpus religieux et médiatique (Les vecteurs d'opinion). Cette catégorie permet de mesurer la diffusion de ces concepts dans la conscience collective à travers les structures qui encadrent la vie quotidienne des Congolais. (1) Sermons et prédications : Un échantillon de 20 sermons retransmis à la télévision ou sur les réseaux sociaux, issus de deux dynamiques majeures : l'Église catholique (représentant souvent une critique sociale) et les Églises de réveil (mises en avant pour leur théologie de la prospérité et du miracle). (2) Déclarations des leaders d'opinion : Communiqués de la CENCO (Conférence Épiscopale Nationale du Congo) et interventions de pasteurs médiatiques.

Le corpus culturel et artistique (L'expression populaire). L'art étant le miroir et l'exutoire de la société congolaise, cette section examine comment le peuple reformule et consomme les idéaux du Beau et de l'Un. (1) La Rumba Congolaise : Analyse des textes de 15 chansons à succès (de grands noms de la musique congolaise classique et contemporaine) célébrant la beauté du pays, l'amour ou l'idéal de l'unité nationale. (2) Le mouvement de la Sapologie : Analyse des manifestes informels, des interviews et des performances publiques des acteurs de la SAPE à Kinshasa.

Pour mesurer le "déficit d'incarnation", le discours recueilli est systématiquement confronté à des données empiriques objectives. Nous utilisons des indicateurs validés internationalement et des rapports de terrain pour évaluer la concrétisation de chaque transcendantal :

Concept	Vecteur discursif analysé	Indicateur de praxis (confronté)
L'Un	Discours sur la cohésion	Indice de fragmentation sociale / Conflits sociaux, ethniques, tribaux, ... Cartographie des groupes armés à l'Est du pays
Le Vrai	Promesses électorales	Rapports de certification des élections
Le Bien	Sermons spirituels, éducation à la citoyenneté et au patriotisme	Indice de liberté de la presse (RSF)

		Indice de perception de la corruption (TI) Indice de Développement Humain (IDH), Indice de répression des manifestations
Le Beau	Rumba, Sapologie	Taux d'insalubrité url (Kinshasa) Accès aux infrastructures sociales de base

Les données textuelles et les données empiriques sont traitées par la méthode de la triangulation. Cette technique consiste à croiser trois angles d'analyse pour valider nos hypothèses : (1) L'analyse thématique de contenu : Codage des textes pour extraire la récurrence des termes liés aux transcendants. Par exemple, compter et qualifier le sens du mot "Unité" ou "Justice" dans les discours officiels. (2) L'analyse de congruence : Vérifier si les actions politiques, juridiques et budgétaires de l'État sont en accord (congruentes) avec les valeurs proclamées. (Exemple : Est-ce que le budget alloué à la culture ou à l'éducation reflète le discours sur le "Beau" et le "Bien" ?). (3) L'analyse contextuelle historique : Replacer chaque écart constaté dans sa trajectoire historique pour comprendre s'il s'agit d'une rupture accidentelle ou d'une constante structurelle héritée de l'histoire coloniale et mobutiste. Cette approche rigoureuse garantit l'objectivité de la recherche. Elle évite le piège du jugement moral pour se concentrer exclusivement sur l'explication sociologique, politique et philosophique des structures congolaises.

3. Présentation et discussion des résultats

La confrontation systématique entre le corpus discursif et les réalités empiriques de la République Démocratique du Congo révèle un hiatus structurel profond. Les résultats démontrent que l'invocation des catégories transcendantales ne souffre pas d'un simple retard d'application, mais fait l'objet d'un processus actif d'inversion fonctionnelle.

L'analyse du corpus politique montre que le concept de l'Un (l'Unité) est la catégorie la plus mobilisée par l'appareil de l'État. L'hymne national donne le ton avec la formule cardinale : « Nous bâtissons un pays plus beau qu'avant, dans la paix » et l'injonction « Béni soit ce jour-là, salue l'emblème de ton souverain, Congo ». Dans les discours du 30 juin analysés sur les quinze dernières années, la rhétorique de « l'intégrité territoriale », de la « cohésion nationale » et du « refus de la balkanisation » revient de manière obsessionnelle (en moyenne 14 occurrences par discours). Le pouvoir central se pose systématiquement en garant exclusif de cette unité sacrée contre les menaces extérieures et intérieures.

Sur le plan de la praxis, les indicateurs démentent radicalement cette unité proclamée : (1) La fragmentation sécuritaire : la présence persistante de plus d'une centaine de groupes armés (M23, ADF, FDLR, Mai-Mai) dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri démontre une rupture chronique de l'Unité républicaine. L'État ne détient plus le monopole de la violence légitime. (2) Le tribalisme politique : l'analyse des nominations institutionnelles et des dynamiques électorales met en évidence une géopolitique identitaire criante. Le vote demeure largement confessionnel ou ethnique, et l'accès aux portefeuilles ministériels obéit à des logiques de quotas communautaires plutôt qu'à un consensus national républicain, moins encore qu'à la compétence ou expérience professionnelle.

L'Unité en RDC n'est pas vécue comme une construction démocratique issue de la base, mais comme un unanimité descendant. Le pouvoir utilise l'argument de l'Unité nationale comme un outil de discipline politique pour étouffer le pluralisme et qualifier toute critique de complicité avec l'ennemi ou de tentative de division. L'Unité proclamée sert ainsi de paravent à une incapacité structurelle à intégrer pacifiquement les périphéries du pays dans un contrat social partagé.

Le lexique de la vérité s'impose principalement lors des cycles électoraux et des crises de légitimité. Les expressions telles que « la vérité des urnes », « l'état de droit » et « la transparence des institutions » saturent les déclarations des acteurs aussi bien de la classe politique (majorité au pouvoir ou de l'opposition) que de la Société Civile. Dans les textes de loi et le préambule de la Constitution, le « Vrai » est érigé en norme suprême de fonctionnement de la justice et de l'administration publique.

La réalité factuelle montre un effondrement des mécanismes de production de la vérité : (1) Le déni de justice et l'impunité : les rapports internationaux sur les droits de l'homme mettent en exergue l'existence d'une justice à double vitesse. Les procès financiers ou politiques se caractérisent par l'opacité et l'absence d'enquêtes indépendantes. (2) L'espace informationnel pollué : l'essor des réseaux sociaux en RDC s'accompagne d'une prolifération de la désinformation institutionnalisée, souvent alimentée par des officines politiques pour discréditer les faits objectifs.

Le Vrai n'a pas de valeur intrinsèque ou scientifique dans l'arène publique congolaise ; il est une catégorie de pouvoir. Est décrété "Vrai" ce qui émane de l'autorité ou ce qui sert l'intérêt immédiat du locuteur. Nous assistons à ce que l'école de Francfort nomme une "rationalité instrumentale totale" : le mensonge politique et le simulacre institutionnel sont intégrés comme des modes normaux de gouvernance. Le discours sur le Vrai ne cherche pas à dévoiler la réalité, mais à fabriquer une vérité alternative acceptable pour la communauté internationale et les bailleurs de fonds.

Sur l'ensemble du territoire national, la mauvaise foi, la duplicité, le mensonge politique jonchent les actions dites patriotiques. A vrai dire, toutes ces actions dites patriotiques et héroïques des acteurs politiques ou de la société civile comme les leaders religieux, des mouvements dits citoyens, des défenseurs des droits humains, des jeunes wazalendo (patriotes) ne sont que des formes de positionnement en perpétuelle attente. Le populisme prend le dessus sur la charité, l'humanisme et l'amour de la patrie.

Le "Bien" est le concept le plus partagé entre le discours étatique et l'espace religieux. Les dirigeants politiques empruntent massivement au vocabulaire ecclésiastique (bénédiction, justice, compassion, intégrité). Du côté des Églises de réveil (qui composent une part majeure de notre corpus médiatique), le Bien est défini à travers la théologie de la prospérité : le croyant est destiné à l'élévation, à la richesse et à la santé, tandis que la souffrance est attribuée à des forces démoniaques ou à un manque de foi.

L'évaluation du Bien commun se heurte à des indicateurs socio-économiques alarmants : (1) La corruption systémique : La RDC figure invariablement au bas de l'Indice de perception de la corruption de Transparency International. Le détournement des deniers publics et le coulage des recettes sont documentés à tous les échelons de l'appareil d'État. (2) Le déficit de développement humain : L'Indice de Développement Humain (IDH) place la RDC parmi les pays les plus pauvres de la planète, marquée par des infrastructures scolaires et hospitalières en état de délabrement avancé.

Les résultats confirment l'hypothèse de l'idéologie de la compensation et de la dépolitisation. L'omniprésence du discours sur le Bien divin compense la faillite du Bien public. En transférant la responsabilité du bien-être de l'État vers la sphère mystique, le système exonère la classe politique de ses obligations constitutionnelles. Le Bien devient une affaire de salut individuel et privé, négocié dans les églises, validant ainsi la privatisation et le pillage des ressources collectives par les réseaux oligarchiques.

Le Beau s'exprime avec une vigueur exceptionnelle dans la culture populaire congolaise, notamment à travers la rumba (classée au patrimoine immatériel de l'UNESCO) et la Sapologie. Les textes des chansons analysés célèbrent de manière hyperbolique l'élégance, la splendeur des parures, le raffinement amoureux et le mythe de Kinshasa comme épicerie de l'ambiance et de la joie (« Kin la belle »).

Ce faste culturel jure avec le paysage urbain et environnemental concret : (1) La laideur environnementale : La capitale, Kinshasa, fait face à une crise de gestion des déchets sans précédent, caractérisée par une insalubrité chronique et des inondations mortelles liées à l'absence de caniveaux et d'urbanisation planifiée. (2) La mise en scène de la misère : L'élégance vestimentaire de la SAPE se déploie paradoxalement dans des rues non asphaltées, au milieu d'habitations précaires et d'un chômage de masse des jeunes.

Le Beau en RDC fonctionne comme un mécanisme de subversion psychologique et de survie. Faute de pouvoir transformer la laideur infrastructurelle et économique de leur environnement, les Congolais investissent leur propre corps et leur art pour en faire des espaces de beauté absolue. Cependant, cette esthétisation de la souffrance agit comme un anesthésiant politique. En sublimant la précarité à travers la fête, la musique et le paraître, la société évacue la colère révolutionnaire nécessaire à la transformation matérielle du pays. Le Beau ne critique pas le monde réel ; il permet de l'oublier le temps d'une chanson ou d'un défilé.

En résumé, les résultats valident la thèse d'une société du dédoublement. L'inflation du Vrai, du Bien, du Beau et de l'Un n'est pas le signe d'une adhésion éthique, mais le symptôme d'une fracture épistémologique majeure. Les élites utilisent ces concepts universels comme une technologie politique de contrôle et de légitimation externe. Parallèlement, les masses populaires s'approprient ces mêmes catégories sous une forme esthétique et religieuse pour supporter la violence du quotidien. Ce faisant, le haut et le bas de la société congolaise s'accordent, par des chemins différents, pour maintenir ces idéaux hors du champ de la praxis politique concrète, enfermant le pays dans une impasse où la parole remplace définitivement l'acte.

4. Conclusion

Cette étude a permis de mettre en lumière et d'analyser le paradoxe structurel de la République Démocratique du Congo, caractérisé par une inflation discursive autour des transcendants (le Vrai, le Bien, le Beau, l'Un) cohabitant avec un déficit chronique de leur incarnation dans la praxis sociopolitique. Loin d'être une simple anomalie morale ou un retard de développement institutionnel, ce clivage s'avère être une configuration systémique et fonctionnelle, héritée d'une longue trajectoire historique allant de la violence dissimulée de l'État colonial au néo-patrimonialisme contemporain.

Les résultats de notre recherche qualitative démontrent que l'omniprésence de ces concepts répond à une double logique : (1) Par le haut (les élites) : Une stratégie de légitimation symbolique et d'unanimité politique. Invoquer l'Unité (l'Un) ou la justice morale (le Bien) permet de masquer la prédation des ressources publiques, de neutraliser la critique et de pérenniser le statu quo institutionnel. (2) Par le bas (la population) : Une rationalité de la survie psychologique et une idéologie de la compensation. Face au naufrage du Bien commun et à la laideur de la précarité matérielle, les citoyens congolais opèrent un déplacement cathartique vers la sublimation religieuse (l'attente du miracle) et l'esthétisation de la souffrance (la rumba, la sapologie).

En définitive, le langage en RDC a cessé d'être un outil de description ou de transformation du réel pour devenir un instrument de conjuration ou d'évasion. Ce dédoublement permanent bloque l'émergence d'une véritable praxis citoyenne.

Pour briser ce cercle vicieux et permettre à la RDC d'incarner enfin les valeurs qu'elle proclame, une rupture épistémologique et éthique est indispensable. Il ne s'agit plus de multiplier les incantations morales ou de calquer de manière mimétique les textes juridiques occidentaux. La reconstruction du pays exige de redescendre les transcendants du ciel métaphysique vers le sol de la responsabilité pragmatique : (1) Transformer l'Un en un consensus démocratique décentralisé et inclusif. (2) Traduire le Bien en une justice distributive concrète et en services publics performants. (3) Établir le Vrai par la transparence institutionnelle, la liberté de la presse et une justice transitionnelle rigoureuse. (4) Convertir le Beau, exutoire artistique, en un projet d'urbanisation, d'assainissement et de dignité environnementale. C'est à ce prix que la parole congolaise retrouvera sa force créatrice et performative, réconciliant enfin le destin d'un peuple avec la grandeur de son discours.

Contributions : Conceptualisation, M.M. & K.M.E; méthodologie, M.M. & K.M.E; validation, M.M. & K.M.E ; Investigation, M.M. & K.M.E; ressources, M.M. & K.M.E; Traitement des données, M.M. & K.M.E; écrire le manuscrit, M.M. & K.M.E; visualisation, M.M. & K.M.E; supervision, M.M. & K.M.E; correction du manuscrit, M.M. & K.M.E.

Les auteurs ont lu et approuvé la version publiée de ce manuscrit.

Sponsor financier : Cette recherche n'a reçu aucun soutien financier.

Disponibilité des données : Les données ne sont pas disponibles.

Remerciement : Non applicable.

Conflits d'intérêt : Les auteurs déclarent aucun conflit d'intérêt.

Références

1. Aertsens, J. A. (1996). *Medieval philosophy and the transcendentals: The case of Thomas Aquinas*. Brill. <https://doi.org/10.1163/9789004451421>
2. Aristote (1991). *Métaphysique*. Tome 2 : Livres H-N (Le livre VII / Zêta se trouve dans le premier tome de cette division, mais l'œuvre complète est souvent référencée globalement). Traduction nouvelle et notes par Jules Tricot. Paris, J. Vrin.
3. Diouf, M. (1990). Compte rendu du livre *L'État en Afrique : La politique du ventre*, par J.-F. Bayart. *The Journal of Modern African Studies*, 28(2), 333–336. <https://doi.org/10.1017/S0022278X00054495>
4. De Boeck, F., & Plissart, M.-F. (2004). Kinshasa: Tales of the Invisible City. Ludion.
5. De Villers, G. (1992). L'État au Zaïre : En quête d'une nouvelle légitimité. *Politique Africaine*, (46), 71–89.
6. Fairclough, N. (2010). *Critical Discourse Analysis: The Critical Study of Language* (2nd ed.). Routledge.
7. Godefroid Nzila Yaav. Les conflits sociopolitiques en République Démocratique du Congo: une analyse dans la perspective de Paul Ricoeur. Philosophie. Université Bourgogne Franche-Comté, 2023. <https://doi.org/10.70675/897afaf6e63b8z46f4z9561z9bd930859fb5>
8. Hountondji, P. J. (1976). Sur la "philosophie africaine" : Critique de l'ethnophilosophie. François Maspero.
9. Kagame, A. (1976). La philosophie bantu-rwandaise de l'Être. Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer.
10. Lévinas, E. (1961). *Totalité et Infini : Essai sur l'extériorité*. Martinus Nijhoff.
11. Marc Goldschmit (2016). Vers l'énigme du transcendantal. *Métaphysique et de morale*, 4(92), 547-556. <https://doi.org/10.3917/rmm.164.0547>
12. Mario Hirsch (1975). L'École de Francfort : une critique de la raison instrumentale. *L'Homme et la société*, 35-36, 115-147.
13. Mbembe, A. (2000). *De la postcolonie : Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Karthala. <https://doi.org/10.4000/lectures.45258>
14. Mudimbe, V.-Y. (1988). *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*. Indiana University Press. https://doi.org/10.1057/9780230110045_2
15. Philippe le Chancelier. (2020). *Le Somme des biens (Summa de bono) : La première grande somme médiévale sur les transcendants* (A. Boureau, Trad.). Les Belles Lettres.

16. Pouivet, R. (2010). L'éthique intellectuelle et les transcendants. *Revue des sciences philosophiques et théologiques*, 94(1), 35–48.
17. Tempels, P. (1945). *La philosophie bantoue* (A. Rubbens, Trad.). Éditions Lovania.
18. Thomas d'Aquin (2025). *La somme théologique*. (*De Veritate*, q. 1, a. 1 ; *Somme théologique*, I, q. 5 et q. 16) Paris, Cerf.
19. Thomas d'Aquin (Saint) (1948). Le "De Ente et Essentia" de S. Thomas d'Aquin. Établi et annoté par Marie-Dominique Roland-Gosselin, o.p. Coll. « Bibliothèque thomiste ». Paris, J. Vrin.
20. Thomas d'Aquin. (1989). *Questions disputées sur la vérité (De Veritate)* (M. J. de Forceville, Trad.). Vrin.
21. Towa, M. (1971). *Essai sur la problématique philosophique dans l'Afrique actuelle*. Éditions Clé.
22. Discours d'investiture du Président Joseph Kabila Kabange, 6 décembre 2006.
23. Discours d'investiture du Président Joseph Kabila Kabange, 20 décembre 2011.
24. Discours d'investiture du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, 13 Décembre 2019